

Une publication du site [www.insolentiae.com](http://www.insolentiae.com)

Juillet 2023

# LETTRE STRATEGIES

## RÉCESSION 2024 ATTERRISSAGE EN DOUCEUR, BRUTAL OU D'URGENCE. COMMENT S'Y PRÉPARER?

PARCE QU'IL Y A TOUJOURS  
UNE SOLUTION!!

PAR CHARLES SANNAT

# DOSSIER STRATEGIES

## Récession 2024

**Atterrissage en douceur,  
atterrissage brutal ou  
atterrissage d'urgence ?**

LA LETTRE DE STRATÉGIES EST UN SERVICE DE LA PUBLICATION INSOLENTIAE.COM A  
GRÉÉ PAR LA COMMISSION PARITAIRE SOUS LE  
NUMÉRO 1119 W 93526.

## Table des matières

Introduction .....	4
PPA au cube .....	7
Des marchés qui tiennent sur une croyance .....	7
1/ Changer les règles - rappel historique .....	9
"Braquage" à l'américaine... à la Fed ! .....	9
Audit de la FED Acte 1 .....	9
Des montants phénoménaux .....	9
" Socialisme pour les riches" .....	10
Des conflits d'intérêts évidents .....	10
Des banques françaises qui vont si bien .....	10
Une triple conclusion s'impose .....	10
En résumé. ....	11
2/ Les mécanismes de la récession .....	12
L'inflation américaine et européenne ne sont pas les mêmes. ....	12
Une FED nettement plus offensive .....	13
La mécanique de la récession. ....	13
La répercussion des hausses de taux va «se renforcer dans les mois à venir », d'après la BCE.....	14
3/ La récession aux Etats-Unis de courte durée .....	15
Conclusion, une récession courte si la FED baisse les taux dès qu'elle se matérialise .....	18
4/ Une récession profonde en Europe.....	19
Une Europe profondément marquée par la pénurie d'énergie.....	19
Le rationnement de l'électricité en Allemagne nécessaire.....	20
Le suicide européen sur commande américaine ! .....	22
La récession viendra d'Allemagne et la rigueur de la France ! .....	22
La « rigueur » française.....	24
Un taux de change défavorable ? .....	24
L'économie européenne durablement affaiblie .....	24
5/ Une baisse des actifs en Europe .....	25
Attention aux SCPI. ....	26
Conclusion.....	28



## Introduction

---

Tout d'abord, historiquement, il faut entre 18 et 24 mois pour que les conséquences des hausses de taux d'intérêt se matérialisent dans l'économie et se « transmettent » comme on dit en langage de banquier central.

Qu'avons-nous appris ces dernières années ? Essentiellement que le système était infiniment plus résilient et plus solide que nous le pensions.

Nous avons appris que le système devait cette résilience spécifiquement au fait que les autorités politiques et économiques, gouvernements comme banques centrales changeaient les règles du jeu à chaque crise pour éviter le pire.

Dans la mesure où personne n'a franchement intérêt au chaos, disons, que ces changements et ces immenses accommodements avec la réalité économique ne déplaisent à personne et certainement pas aux marchés qui ont largement profité de l'ensemble de toutes ces largesses.

Après Lehmann Brothers, le monde aurait dû s'effondrer, mais la FED a injecté, oui, tenez-vous bien, 20 000 milliards de dollars dans l'économie mondiale et des milliers de milliards pour sauver le système bancaire européen.

Nous avons appris que pour « stimuler » l'économie et nous « forcer » à consommer ou investir pour que le système puisse continuer à tourner, les autorités pouvaient nous envoyer dans un endettement sans fin et créer un monde de taux zéro et même négatifs. Oui, un monde où demain sera plus certain qu'aujourd'hui, un monde où l'emprunteur est payé pour emprunter et le prêteur sanctionné pour avoir mis de l'argent de côté. Nous venons de passer 10 ans dans un tel monde.

Nous avons appris avec la pandémie une nouvelle notion. Le « quoi qu'il en coûte », les confinements et l'argent directement versé aux gens sur les comptes en banque. Evidemment si soutenir les marchés financiers ne crée pas forcément d'inflation généralisée (trappe à liquidité) mais l'inflation de certaines classes d'actifs (immobilier, obligations ou actions), soutenir directement les ménages génère une inflation majeure, surtout quand on organise sciemment ses conditions.

On enferme d'abord les ménages, on les empêche de dépenser pendant des mois de confinement avec des délires du type « produits non essentiels interdits à la vente ». Le taux d'épargne monte en flèche alors que toutes les usines du monde sont fermées. Des milliards sont stockés en attendant de pouvoir être dépensés. A la « libération », les ménages sont ultra-solvables et les magasins vides. L'ajustement se fait par le prix et nous obtenons un choc inflationniste post-Covid.

Puis nous avons la guerre en Ukraine, et un second choc inflationniste qui cette fois, va passer avant tout par les prix de l'énergie et se transmettre à l'ensemble de l'économie. Cette hausse importante de l'énergie va être considérablement aggravée, spécifiquement en Europe par notre choix politique de nous passer volontairement de l'énergie bon marché russe.

Pour lutter contre cette hausse de l'inflation, les banques centrales, vont augmenter les taux d'intérêt de manière très significative. Tellement significative que ce sera même le mouvement de hausse des taux le plus rapide et le plus important de l'histoire économique.

En 2018, nous avons eu une « crisounette » boursière bien vite tuée dans l'œuf par l'arrêt de la hausse des taux de la FED (enfin la tentative de hausse de taux) dans un contexte d'énergie chère. A cette époque l'inflation était très faible.

Nasdaq 100 vs S&P 500 vs Dow Jones performance



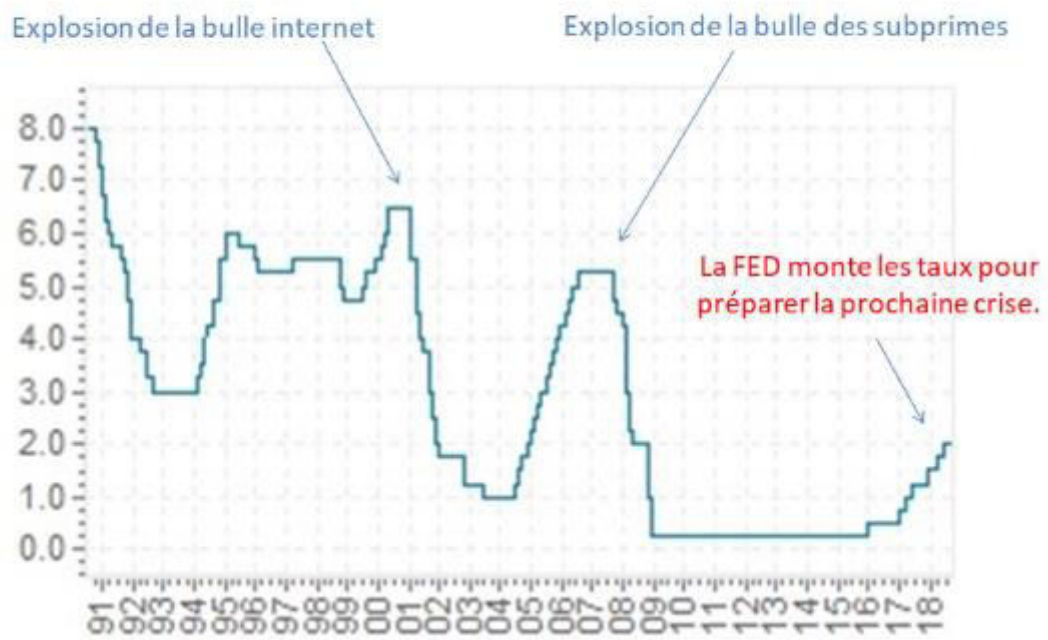
Sur le graphique ci-dessus, vous voyez bien le creux des cours en 2018. Nous avons une conjonction visible, prévisible et prévue dans cet article de 2018 (lien sous le dernier graphique).

Observez bien le graphique du pétrole...



Corrélation... en image sur le graphique suivant.

Quand les taux sont montés les bulles explosent!!



[Source article Insolentiae de 2018 ici](#)

Je vais donc ici partager avec vous mon analyse concernant la récession 2024, qui est inévitable.

Ce qui reste encore en suspens est sa profondeur, sa nature et sa durée.

Je pense qu'elle sera très différente entre les Etats-Unis et l'Union Européenne et que cela aura des implications importantes dans vos choix de placements et vos allocations d'actifs.

Voilà ce que nous savons.

1/ Il faut de 18 à 24 mois pour que les hausses de taux se transmettent à l'économie.

2/ Nous savons que l'énergie est chère en raison de la guerre en Ukraine et de nombreux autres facteurs que je ne détaille pas ici, mais factuellement l'énergie est chère.

3/ Nous savons que les taux sont en très forte hausse.

4/ Nous savons que les crises naissent toujours de la conjonction de deux phénomènes, la hausse des taux et la hausse des prix de l'énergie qui sont une conjonction dévastatrice pour l'économie mondiale.

Pour résumer, nous sommes, et c'est encore plus grave, dans une triple conjonction. Inflation (ponction du pouvoir d'achat), hausse de l'énergie (ponction du pouvoir d'achat), et hausse des taux d'intérêt (ponction du pouvoir d'achat).

### **PPA au cube**

Nous sommes donc dans une situation de ponction du pouvoir d'achat au cube ! Quand il y a une ponction de pouvoir d'achat d'une telle ampleur, cela ne peut qu'avoir des conséquences macro-économiques. Nous n'avons juste pas encore vu les conséquences. Cela commence maintenant et va aller en s'amplifiant. Pour l'essentiel la crise ne sera visible pour le plus grand nombre qu'en 2024.

### **Des marchés qui tiennent sur une croyance**

Vous allez me dire que pour le moment les marchés tiennent rudement bien. C'est aussi vrai qu'incontestable. La raison est assez simple à comprendre en réalité. Les marchés voient parfaitement cette PPA au cube, mais ils n'en tiennent pas compte car la tienne pour quantité négligeable dans les anticipations. Pourquoi ? Parce qu'ils pensent que pour tuer l'inflation rapidement qui auraient dégradé les marges des entreprises il faut un peu de hausse de taux même fortes, mais pendant une faible durée ce qui ne dégradera pas plus les marges des entreprises que ne l'aurait fait cette inflation.

Les marchés jouent le fait que cette hausse des taux sera de courte durée, parce que l'inflation sera vaincue et que les taux aux Etats-Unis baisseront dès 2024.

Il existe une probabilité importante que cela ne se passe pas « comme prévu » et que « contre toute attente », l'inflation persiste entre 3 et 4% durablement en raison de facteurs macro-économiques devenus profondément inflationnistes.

Le réveil 2024 risque donc d'être un peu inconfortable.

Alors vers quel type de récession allons-nous avoir en 2024 ? Un atterrissage en douceur, un atterrissage brutal ou un atterrissage d'urgence ? Aurons-nous un découplage USA/Europe ? Si oui pourquoi ? Quelles seront les conséquences patrimoniales et sur la valorisation des actifs. Enfin, quels placements choisir pour se protéger ou développer son patrimoine malgré cette récession. Toutes les réponses dans ce nouveau dossier du mois de Juillet 2023 dont je vous souhaite une bonne lecture.

Charles.



INVESTIR DANS L'OR PHYSIQUE DOIT ÊTRE AUSSI SÛR QUE SIMPLE



Daniel Blin, coresponsable de l'agence parisienne, explique que les primo-acheteurs s'orientent vers les Napoléon de 20 Francs OR, pièce nationale la plus négociée. On investit également beaucoup dans les 50 pesos mexicains, dont le prix est très proche de sa valeur intrinsèque en or. On conseillera à celui qui est amené à une mobilité internationale d'investir dans des krugerrand, frappées en Afrique du Sud, qui se négocient partout sur la planète. Les pièces vous sont systématiquement confiées dans un sac scellé garantissant leur éligibilité à la cotation en Bourse.



Pièces «Boursables»  
disponibles en ligne  
ou en agence



Livraison sécurisée en  
France métropolitaine  
et Corse



Conseils gratuits  
d'investissements  
par nos experts



**01 42 36 20 39**

[contact.metaux@joubert-change.fr](mailto:contact.metaux@joubert-change.fr)

[www.joubert-change.fr](http://www.joubert-change.fr)

**38 bis rue Vivienne  
75002 Paris**



# 1/ Changer les règles - rappel historique

Je voulais commencer par partager avec vous un petit rappel historique sur ces immenses interventions notamment des banques centrales dans l'économie, aboutissant à supprimer totalement les règles du jeu que nous sommes censés avoir dans un marché libre et fonctionnel. Nous finissons toujours par apprendre la vérité, et cette vérité nous permet



de comprendre les nouvelles stratégies et méthodes des autorités pour « contrôler » l'économie. Ce rappel est très important pour comprendre la suite, il faut comprendre le modus operandi. Voilà donc ce que j'écrivais en 2012.

🏠 > Opinions > Tribunes

## "Braquage" à l'américaine... à la Fed !

Pour endiguer la crise, la Réserve fédérale américaine a versé des milliards de dollars en aide financière aux plus grandes institutions financières et à de grandes sociétés aux États-Unis et dans le monde. Il s'agit du plus grand hold-up jamais organisé dans l'histoire économique du monde, estime Charles Sannat\*, directeur des études économiques d'AuCOFFRE.com.

Charles Sannat  
17 Sept 2012, 15:18



Copyright Reuters

### AUDIT DE LA FED, ACTE 1

Alors que Ron Paul mène une bataille épique contre la Fed, la banque centrale américaine, une première victoire a été obtenue par cet homme politique avec la divulgation, en juillet 2011, d'un rapport du GAO (Government Accountability Office) qui est l'organe d'Etat de vérification des comptes du Sénat. En quelques mots, Ronald Ernest « Ron » Paul (né le 20 août 1935) est un homme politique américain, membre du Parti républicain, représentant du Texas à la Chambre des Représentants (de 1976 à 1985, et de nouveau depuis 1997).

## "Braquage" à l'américaine... à la Fed !

Pour endiguer la crise, la Réserve fédérale américaine a versé des milliards de dollars en aide financière aux plus grandes institutions financières et à de grandes sociétés aux États-Unis et dans le monde. Il s'agit du plus grand hold-up jamais organisé dans l'histoire économique du monde, estime Charles Sannat\*, directeur des études économiques d'AuCOFFRE.com.

### Audit de la FED Acte 1.

Alors que Ron Paul mène une bataille épique contre la Fed, la banque centrale américaine, une première victoire a été obtenue par cet homme

Partisan du libertarianisme, il préconise un État fédéral au rôle limité, de faibles impôts, des marchés libres, une politique étrangère non interventionniste ainsi qu'un retour à des politiques monétaires basées sur des métaux (or, argent) pour étalon. Il est parfois surnommé « Doctor No » au Congrès parce qu'il vote contre toutes les lois qui, selon lui, violent la constitution américaine ou qui augmentent les impôts ou les revenus des membres de la Chambre des Représentants.

### Des montants phénoménaux

A titre d'étalon de comparaison, le PIB de la France, c'est-à-dire l'ensemble de la richesse produite en un an en France, s'élève à environ 2 000 milliards d'euros. Notre budget, en tout cas l'ensemble des recettes de l'Etat, est d'environ 350 milliards d'euros. Le premier audit de la Réserve fédérale a permis de découvrir de nouveaux détails sur la façon dont les États-Unis ont fourni la modique somme de 16 000 milliards de prêts secrets pour renflouer les banques américaines et étrangères ainsi que les entreprises durant la pire crise économique depuis la Grande Dépression. Il ne faut pas non plus oublier les (plus de) 10 000 milliards de dollars prêtés via des accords de swap aux autres banques centrales et dont la BCE, la banque centrale européenne, a été la première bénéficiaire avec plus de 8 000 milliards de dollars. Il faut donc retenir que, sur une période allant de 2007 à fin 2008, les Etats-Unis ont injecté plus de 26 000 milliards de dollars dans le système financier international.

## " Socialisme pour les riches"

Vous comprenez pourquoi Ron Paul et quelques hommes politiques le plus souvent « marginaux » mènent une bataille épique contre la Fed pour la forcer à se prêter à des audits indépendants et surtout réguliers. Car ces chiffres ne concernent qu'une période d'environ un an et demi. Et depuis ?

Pour, Bernie Sanders, le sénateur du Vermont qui a dirigé cette mission d'étude, la situation est claire et sans ambiguïté. « A la suite de cette vérification, nous savons maintenant que la Réserve fédérale a fourni plus de 16 000 milliards de dollars en aide financière totale aux plus grandes institutions financières et à de grandes sociétés aux États-Unis et dans le monde. » « Il s'agit d'un cas évident de socialisme pour les riches et d'individualisme pour tous les autres. »

Pour le sénateur Sanders, « Aucune agence du gouvernement des États-Unis ne devrait être autorisée à procéder au renflouement d'une banque étrangère ou d'une société sans l'approbation directe du Congrès et du président. » Pourtant c'est bien ce qui s'est passé dans la plus grande opacité et sans contrôle démocratique.

### Des conflits d'intérêts évidents

L'organe d'enquête du Congrès a également déterminé que la Fed ne dispose pas d'un système complet destiné à régler et prévenir les conflits d'intérêts, malgré le potentiel élevé d'abus. En effet, toujours selon le rapport, la Fed a fourni des « dérogations de conflit d'intérêts » aux employés et aux entrepreneurs privés afin qu'ils puissent maintenir leurs participations dans les mêmes institutions financières qui recevaient et qui donnaient les prêts d'urgence.

Il est notamment cité le Directeur Général de JP Morgan Chase, membre de la Réserve Fédérale de New York, alors que dans le même temps sa banque (JP Morgan) a reçu plus de 390 milliards de dollars en aide financière de la part de la Fed. On apprend également, et ce de manière totalement officielle, que Morgan Stanley a reçu près de 108 millions de dollars de commissions pour aider la Fed à gérer le plan de sauvetage notamment d'AIG.

### Des banques françaises qui vont si bien

Ce rapport montre également que quelques grandes banques françaises ont bénéficié d'aides particulièrement importantes alors que l'on vous expliquait doctement que tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes. Ainsi BNP Paribas, à travers les programmes TSLF et TAF, a perçu plus de 105 milliards de dollars, tandis que la Société Générale (à qui je vous le rappelle l'affaire Kerviel aurait coûté 5 milliards d'euros) aurait perçu environ 124 milliards de dollars... La palme revient à une banque américaine, Citigroup, avec la modique somme de 1 756 milliards de dollars. Mais à ces niveaux, on est plus à un ou deux milliards près...

### Une triple conclusion s'impose

1/ Il s'agit bien du plus grand hold-up jamais organisé dans l'histoire économique du monde. Je pense qu'il fallait sauver le système ou, à tout le moins, lui permettre d'éviter un effondrement brutal qui aurait entraîné le monde dans un cataclysme majeur. Mais ce n'est pas une raison pour faire n'importe quoi.

2/ Le système financier mondial continue à aller très mal. Les données récentes manquent pour avoir une vision claire de la situation. Ce qui est sûr, c'est que l'or a encore de beaux jours devant lui lorsque l'on voit les montants de « fausse » monnaie en jeu.

3/ Enfin, comme le dit le sénateur Sanders, « La Réserve fédérale doit être réformée pour répondre aux besoins des familles qui travaillent, et pas seulement des PDG de Wall Street. » Mais cela devrait aussi s'appliquer à la Banque centrale européenne qui d'ailleurs a annoncé, par la voie de son gouverneur Mario Draghi, que les données des rachats illimitée d'obligations seraient rendues publiques pour certaines toutes les semaines et pour d'autres tous les mois. C'est déjà un bon début. [Source La Tribune.fr ici](https://www.la-tribune.fr)

### En résumé.

Ce qu'il faut retenir donc de ce petit rappel historique c'est que demain ne sera pas très différent d'hier ou d'avant-hier.

Les banques centrales changeront les règles du jeu, même en pleine partie, quand cela sera nécessaire et quand cela les arrangera elles... pas forcément vous.

C'est la raison pour laquelle, plus que jamais, vous devez avoir un patrimoine très largement diversifié. Nous y reviendrons en conclusion.



## 2/ Les mécanismes de la récession

---

Le problème auquel nous sommes confrontés est celui de l'inflation et vous l'avez compris bien évidemment.

Le sujet ici est double.

D'une part, sans indexation systématique des salaires sur l'inflation, la hausse des prix provoque un appauvrissement des ménages en réduisant le pouvoir d'achat.

D'autre part, pour juguler l'inflation les banques centrales montent les taux d'intérêt ce qui provoque un ralentissement massif des investissements. Cela est particulièrement visible dans le secteur immobilier qui permet d'illustrer parfaitement cette idée. Il faut noter que le crédit est un immense « boost » de croissance. Lorsque j'achète à un promoteur immobilier un appartement à 250 000 euros, j'injecte grâce au crédit octroyé par la banque 250K€ tout de suite dans l'économie, 250K€ que je vais mettre 20 ou 25 ans à rembourser (on dit « stériliser » en langage de banquier central).

### **L'inflation américaine et européenne ne sont pas les mêmes.**

L'inflation, hors énergie et alimentation et hors loyers, est de 2.5% au US contre 7.2% en Europe, alors que sur l'inflation globale il n'y a que 2 points d'écart entre Europe et Etats-Unis.

Aux Etats-Unis nous avons à faire à une inflation qui passe beaucoup par les loyers qui sont en hausse de 8%

En Europe nous avons devant nous une inflation au départ énergétique qui contamine toute l'économie, qui impacte défavorablement tous les prix de revient et provoque une inflation salariale, puisque les travailleurs exigent une compensation de la hausse des prix pour continuer à travailler.

Nous avons une immense différence entre les Etats-Unis et l'Europe. C'est nos Etats providence, nos aides et notre accompagnement social qui permet de laisser en partie aux gens et donc aux agents économiques le choix de travailler ou de ne pas travailler. Pour éviter que les gens ne lâchent leurs postes, il faut que le travail paye plus que l'inactivité. L'inflation est donc forcément salariale en Europe et en particulier en France.

Pour que cela ne le soit pas, il faudrait que les aides sociales soient considérablement rabotées ou limitées comme c'est le cas aux Etats-Unis.

Conséquence de cette différence de fonctionnement, les gains sur les salaires sont de seulement 3.5% aux USA contre 5.5% en moyenne en Europe

### **Une FED nettement plus offensive**

La FED a une politique monétaire plus active que la BCE puisque les taux sont à 3.5% en Europe et déjà à 5.25% aux Etats-Unis. Cette différence est loin d'être anodine et la force de réaction de la Banque centrale américaine aura plus d'effet et en a déjà plus sur l'inflation aux Etats-Unis que l'action de la BCE n'en aura dans la zone euro.

Conséquence, là encore prévisible et logique, de la politique monétaire US, les prix de l'immobilier baissent déjà de -1 à -1.5% donc les loyers devraient commencer à baisser aux US, l'inflation US à la fin de l'année devrait être de 2 à 3% en rythme annuel.

### **La mécanique de la récession.**

La mécanique de la récession à laquelle nous sommes confrontés vous l'avez compris est liée à la PPA au cube, cette triple conjonction qui vient réduire le pouvoir d'achat des agents économiques.

La hausse des taux, la hausse des prix de l'énergie et la hausse de l'inflation vient laminer la capacité de dépense des acteurs économiques. Les ménages consomment moins et investissent moins. C'est la même chose pour les entreprises. Surtout dans un contexte de taux plus élevés. Aujourd'hui une entreprise emprunte en Europe, en France à presque 6% !

Pour emprunter pour financer ou investir dans un projet à 6% il faut que ce projet vous en rapporte au moins 10 ! Au moins, car il faut prendre en considération tous les coûts. La main d'œuvre, le marketing, la comptabilité, ou bien entendu la fiscalité (surtout en France).

C'est à ce niveau-là que se situe la mécanique de la récession.

C'est aussi à ce niveau-là que vous pouvez comprendre que les effets sont toujours progressifs. Lorsque la BCE a passé ses taux de -0.5% à 0, cela n'a pas changé la face du monde. Quand on est passé de 0 à 0.5% non plus. Il ne s'est pas passé de drame lorsque Christine Lagarde a poussé la manette jusqu'à 1%. A 1% l'argent reste profondément bon marché. Puis à 1,5% personne n'est mort. A 2% non plus. Au-delà de 2% quelques craquements bien discrets ont commencé à se faire entendre, mais rien de bien grave semblait-il. Pourtant, c'était les signes avant-coureurs que la politique monétaire était en train de se transmettre à l'économie.

Aujourd'hui nous sommes à 3.5% et les « civils » empruntent entre 4 et 5% pour les entreprises en fonction du « risque » c'est entre 5,8% et 7% !

Les taux sont revenus à des niveaux où l'argent a retrouvé un prix et quand l'argent retrouve un prix cela n'est jamais neutre pour l'économie, surtout après une période de 15 ans où l'argent ne valait plus rien. Emprunter coûtait presque rien et placer ne rapportait presque rien.

Les effets de ces hausses de taux vont donc se faire ressentir de plus en plus et c'est exactement ce que vient de dire et d'expliquer la BCE.

## La répercussion des hausses de taux va «se renforcer dans les mois à venir », d'après la BCE

« Les effets du cycle de resserrement monétaire inédit en zone euro sur le crédit, pour lutter contre l'inflation persistante, vont encore se « renforcer », a prévenu mercredi le chef économiste de la Banque centrale européenne. «

Le canal bancaire » par lequel se transmettent les hausses de taux, en rendant le crédit plus cher, devrait « encore se renforcer dans les mois à venir », a déclaré Philip Lane lors d'un discours à Cambridge, dans l'État du Massachusetts.

Les hausses de taux et d'autres mesures de politique monétaire déployées depuis début 2022 pour juguler une inflation naviguant très au-dessus de l'objectif de 2% mettent « typiquement » du temps à produire leurs effets chez les acteurs financiers, a-t-il observé. Cela signifie que le « plein impact économique du resserrement monétaire considérable de l'année dernière ne se fera sentir qu'au cours des deux prochaines années », selon ce membre du directoire de la BCE. Concrètement, cela s'observera dans la «retarificationdu financement bancaire» au moment de renouveler des prêts anciens à leur échéance.

**F / Économie**

Entreprises Conso Entrepreneurs Décideurs Bourse Médias Tech Emploi Immobilier Fin

Accueil > Économie > Flash Eco

### La répercussion des hausses de taux va «se renforcer dans les mois à venir», d'après la BCE

Par Le Figaro avec AFP  
Publié le 12/07/2023 à 19:01

Copier le lien

Écouter cet article 00:00/02:17



### La BCE mise sur la hausse de ses taux directeurs

Le refinancement dans le secteur bancaire va aussi coûter plus cher, alors que les vagues passées de prêts géants bon marché (TLTRO) sont remboursées par tranches et que la BCE a arrêté de racheter des obligations sur le marché. Cette somme de changements amenuise la position de liquidité des établissements de crédit. La BCE mise pour l'essentiel sur la hausse de ses taux directeurs pour tenter de ramener l'inflation au niveau de 2% d'ici 2025. Il est acquis qu'une nouvelle hausse va être décidée lors de la prochaine réunion du 27 juillet, qui s'ajoutera aux 3,75 points de pourcentage de hausse accumulés depuis un an. Le flou demeure en revanche sur ce qui va se passer après la pause estivale.

La BCE a été récemment critiquée par la cheffe du gouvernement italien Giorgia Meloni, fustigeant ainsi la « recettesimpliste » consistant à augmenter les taux d'intérêt pour lutter contre l'inflation et craignant que « le remède se révèle plus dommageable que la maladie ». M. Lane a admis mercredi que « toute détérioration de l'environnement macroéconomique » pourrait « réduire la demande de prêts et augmenter les risques de crédit », avec au final la possibilité de « tensions financières dans la zone euro ou à l'étranger ».



### 3/ La récession aux Etats-Unis de courte durée

Une récession modérée et de courte durée aux Etats-Unis ? Ce serait à ce stade, l'hypothèse la plus crédible et la plus sérieuse comme le note à juste titre la maison de gestion Lombard Odier dans l'une de ses dernières analyses macro-économiques.



Aux Etats-Unis, les secteurs sensibles aux taux d'intérêt (logement, investissement, activité manufacturière et commerce) ralentissent ou se contractent, tandis que les services sont plus solides. La politique budgétaire est nettement plus rigoureuse sur l'année 2023 et la « relance budgétaire » reste très limitée et les injections dans l'économie américaine nettement moins importantes.

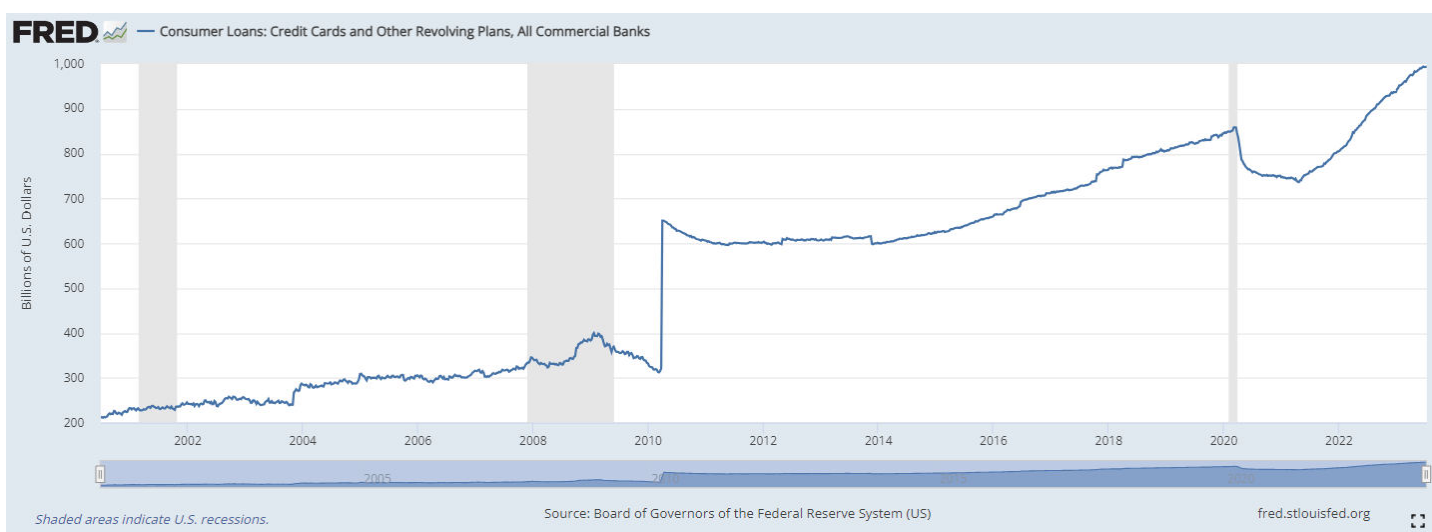
Les conditions de crédit correspondent aux récessions précédentes, dans un contexte de turbulences bancaires et du cycle de relèvement des taux d'intérêt est le plus musclé depuis 40 ans. Pourtant, jusqu'à présent, le consommateur américain s'est avéré étonnamment résilient, retardant ainsi la date estimée de début de récession, si récession il y a.

En effet, les Américains ont dépensé une partie de l'épargne excédentaire

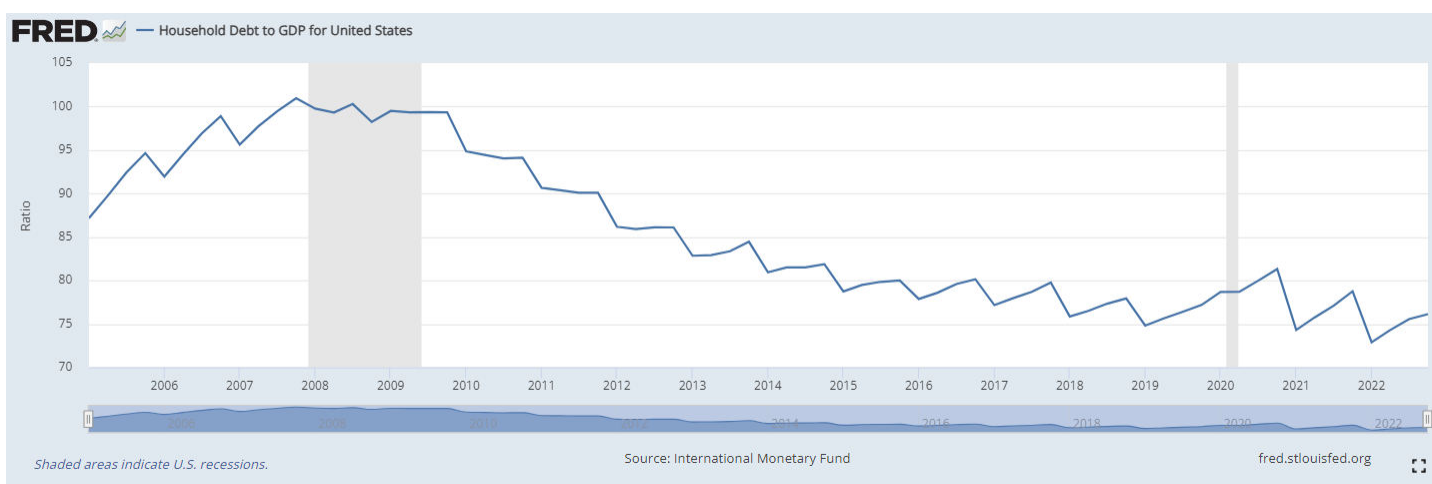
accumulée pendant la pandémie, ce qui a servi d'amortisseur. Les revenus du travail restent solides grâce à un faible taux de chômage et plusieurs mois de forte croissance des salaires.

Les principaux facteurs à surveiller au second semestre incluent l'évolution du marché de l'emploi et l'impact du durcissement des normes de prêt des petites banques sur les petites entreprises et leurs collaborateurs, mettant à mal la résilience des consommateurs. Par le passé, ces effets se sont fait sentir avec un décalage d'environ deux trimestres, ce qui suggère que les conséquences se matérialiseront principalement au quatrième trimestre. Les risques de récession restent importants pour fin 2023 / début 2024. Nous pensons toutefois que toute récession sera modérée et de courte durée, et nous tablons sur une croissance de 0,9% de l'économie américaine sur l'année complète.

Sur le graphique ci-dessous vous voyez que les crédits à la consommation repartent très largement à la hausse après la chute importante liée à la pandémie. En clair, les Américains s'endettent nettement plus et leur endettement est même au plus haut de tous les temps.

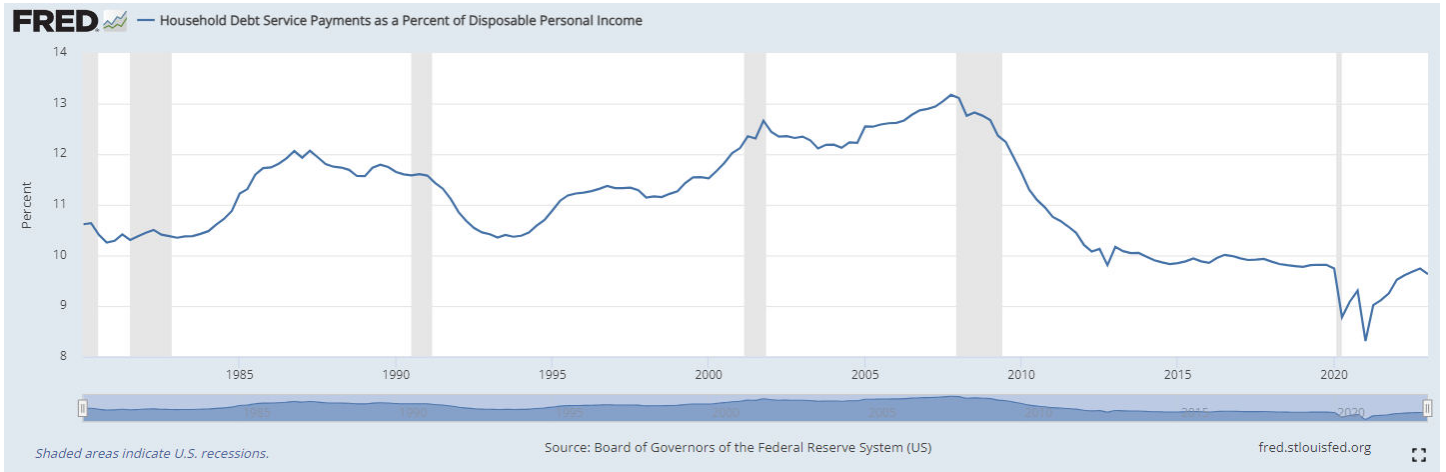


Pourtant ce chiffre est à relativiser car en pourcentage du PIB, l'endettement des ménages est plutôt nettement en baisse. Après avoir représenté plus de 100% du PIB fin 2007, nous sommes plutôt à 77%.



C'est la même chose quand on observe les chiffres de l'endettement des ménages exprimés en pourcentage des revenus disponibles. Là aussi il y a des marges de manœuvre car nous sommes loin d'être sur les niveaux les plus hauts.





La banque centrale américaine la FED peut toujours agir avec une grande célérité et un grand pragmatisme lorsqu'un risque systémique survient. Lors que la SVB a fait faillite, et qu'il y a eu du vent dans les voiles du système bancaire américain la main de la FED a été aussi lourde que nécessaire et le système bancaire a été sauvé, écartant ainsi le risque d'une crise bancaire profonde et prononcée qui menacerait de manière prononcée la croissance américaine.

L'endettement des ménages, n'est pas non plus dans des zones inquiétantes, ce qui signifie qu'en cas de récession, les incidents de crédit ne devraient pas non plus enclencher de crise bancaire majeure.

Enfin, les marchés jouent depuis le départ une politique de remontée brutale des taux d'intérêt pour casser l'inflation tout net et une baisse tout aussi rapide de ces mêmes taux, une fois le résultat obtenu à savoir l'inflation rentrée dans le lit de la rivière.

Les marchés ne chutent pas de manière exagérée car ils pensent vraiment que la hausse des taux sera de courte durée et que ce cycle de resserrement monétaire sera aussi violent qu'il sera court.

Ce que les marchés ne prennent pas du tout en considération, c'est la possibilité d'une inflation beaucoup plus durable, beaucoup moins transitoire, nécessitant des taux élevés pendant bien plus longtemps ce qui entraînerait une récession plus profonde et plus durable et donc une baisse des bénéfices des entreprises.

« Le scénario 2024 pourrait inclure des réductions de taux d'intérêt » toujours selon Lombard Odier et voilà comment ils justifient leur point de vue.

« Le ralentissement de la croissance des marchés développés permet d'enrayer l'inflation. La demande en biens et les perturbations des chaînes d'approvisionnement se sont normalisées. Les prix de l'énergie ont reculé et l'inflation des services commence à s'atténuer. Aux Etats-Unis, nous pensons que les coûts du logement commenceront à baisser dans les mois à venir, ce qui ramènera l'inflation des prix à la consommation à environ 3,0% d'ici la fin de l'année. La croissance des salaires diminue lentement, mais sûrement. Pour autant, la tendance désinflationniste est encore trop lente pour que la Réserve fédérale américaine (Fed) envisage de réduire ses taux d'intérêt avant le début 2024. En Europe, le secteur bancaire semble globalement mieux protégé contre les tensions et les salaires ont moins augmenté. Les tendances de la région suivent, avec un certain décalage, celles des Etats-Unis. L'inflation sous-jacente, hors alimentation et énergie, n'a que récemment commencé à ralentir. De notre point de vue, la Banque centrale européenne (BCE) est très proche du pic de son cycle de relèvement et pourrait aussi abaisser ses taux d'intérêt au premier trimestre 2024, après une croissance de 0,7% sur l'ensemble de l'année 2023. Nous ne pensons pas que des baisses de taux d'intérêt aux Etats-Unis ou dans la zone euro apporteront un soutien significatif à l'économie mondiale avant le second semestre 2024. »

Cette analyse pour le moment est certainement la plus probable sous réserve de la géopolitique, or, pour le moment, le monde est bien mené par les Cygnes Noirs et la géopolitique.

### **Conclusion, une récession courte si la FED baisse les taux dès qu'elle se matérialise**

Logiquement et c'est exactement le scénario que jouent les marchés depuis le départ, la récession économique devrait être courte car dans un monde normal, la FED, la Banque centrale américaine, devrait monter les taux très hauts, très fort et très vite, pour les baisser dès les premiers signes de récession présents et dès que l'inflation aura été jugulée.

D'après les derniers chiffres, l'économie américaine est bien en train de rentrer en récession et l'inflation est bien en train d'être vaincue, enfin pour ce pic-là, car nous aurons d'autres chocs inflationnistes, notamment en cas de guerre entre la Chine et Taïwan ou d'aggravation des tensions entre la Chine et les Etats-Unis.

La géopolitique restera la clef de ces prochains mois. N'oubliez pas qu'en cas de conflit ouvert entre la Chine et Taïwan et donc de rétorsion économique et de sanctions du niveau de celles prises contre la Russie à l'égard de la Chine, nous serions sur un nouveau choc inflationniste, mais cette fois de l'ordre de 30% pour l'Europe, pas uniquement de 10% comme cela a été le cas avec la Russie.



## 4/ Une récession profonde en Europe

Le problème de l'Europe, à commencer surtout par l'Union Européenne, est que nous sommes en train de vivre un suicide économique total que le pragmatisme anglo-saxon empêche les Etats-Unis de vivre également. Nous nous retrouvons donc avec un découplage majeur entre les deux côtés de l'Atlantique et ce découplage va perdurer et ne sera pas en faveur, hélas, du vieux continent et de l'Europe.

Ce suicide économique est la conséquence directe de la guerre en Ukraine et de notre volonté de soutenir Kiev contre Moscou ce qui prive l'Europe de sa source majeure d'énergie abondante et peu coûteuse à savoir le gaz russe.

Notre pays, la France, vit toujours sur l'héritage du nucléaire et nous sommes relativement épargnés par l'absence d'énergie si ce n'est notre problème de maintenance sur nos réacteurs nucléaires qui entraîne des soucis majeurs de disponibilités à court terme. Le grand problème c'est pour l'Allemagne qui avait décidé une stratégie énergétique sans nucléaire et basée uniquement sur le gaz russe, ce qui contraint nos voisins allemands de rouvrir en urgence des centrales à charbon ultra-polluantes.

### Une Europe profondément marquée par la pénurie d'énergie

Je rappelle à toutes fins utiles que notre modèle économique collectif (et encore plus celui de l'Allemagne qui dispose d'usines) est la fabrication de masse de bidules (pas forcément indispensables) pour la consommation de ces mêmes bidules avec de l'argent que nous n'avons pas et qui nécessitent une quantité astronomique d'énergie abondante et peu coûteuse.

Sans une énergie abondante et peu coûteuse, il ne pourra qu'être très difficile d'assurer notre développement économique.

Il va y avoir deux phases prévisibles. Celle de la pénurie, puis celle de l'énergie qui ne sera pas abondante mais en quantité suffisante mais beaucoup plus chère notamment lorsque les « renouvelables » seront installées en quantités suffisantes. A ce moment-là, l'énergie sera en moyenne 3 fois plus coûteuse qu'avant-guerre.

Si la France a pour beaucoup perdu ses capacités industrielles ce n'est pas le cas de l'Allemagne qui va subir de plein fouet ce suicide diplomatique et énergétique européen qui a lieu uniquement pour faire plaisir aux Etats-Unis d'Amérique et j'y reviendrai.

Une récession européenne entraînée par une récession de l'Allemagne

Et c'est bien là le premier fait marquant dans l'analyse de la situation.

L'Allemagne qui a été la locomotive économique et bien évidemment industrielle européenne, va devenir le poids mort de la même Union Européenne.

L'industrie allemande tant vantée, et à juste titre d'ailleurs, reste pour de très larges pans, une industrie du 19<sup>ème</sup> siècle. Comprenez par-là que la chimie allemande, l'industrie des métaux tout ceci est vieux comme la révolution industrielle et nécessite beaucoup, énormément d'énergie d'où le pacte négocié depuis le tournant des années 2000 avec la Russie pour la fourniture de gaz et la mise en place de gazoduc spécifiques pour sécuriser l'approvisionnement de l'Allemagne sans avoir à passer par d'autres pays et vous l'avez compris, je viens de parler de « Nord Stream », la gazoduc que la Russie aurait fait sauté d'après les journalistes qui répétaient les communiqués de propagande de la CIA, avant de devoir à demi-mots bien avouer que finalement la Russie n'était pas derrière ces destructions.

Avec l'explosion de ces gazoducs, c'est l'approvisionnement de l'Allemagne qui a été détruit, supprimant ainsi une des causes majeures de recul potentiel dans la guerre en Ukraine qu'aurait pu avoir l'Allemagne et notamment son patronat qui n'a jamais été franchement pour l'Ukraine... mais pour son gaz pas cher. Avec la présence de ces gazoducs, l'Amérique du sénile Biden pensait que l'Allemagne pouvait faiblir, sans doute à raison d'ailleurs.

Alors pour éviter à l'Allemagne de retourner vers ses amitiés russes, il n'y avait pas mieux que de couper le cordon gazier.

Voilà le véritable mobile du crime à court terme du sabotage des gazoducs de la Baltique. A plus long terme, cela permet de considérablement augmenter les livraisons de GNL, le gaz liquéfié américain à l'Europe, ce qui va générer des quantités astronomiques de « gazo-dollars » qui tomberont à point nommé pour remplacer les « pétro-dollars » en voie d'extinction.

En attendant, désormais, en Allemagne première économie de la zone euro et surtout exportateur mondial de premier rang grâce à son industrie, c'est la pénurie qui menace d'énergie qui menace et pour longtemps.



pour la transition énergétique."

## Le rationnement de l'électricité en Allemagne nécessaire

Le patron de Stadtwerke München met en garde : De nombreuses voitures électriques et pompes à chaleur rendent le rationnement de l'électricité nécessaire !

Le chef de Stadtwerke-Munich annonce le rationnement de l'électricité.

Trop de voitures électriques et de pompes à chaleur pourraient surcharger le réseau électrique.

Expert en énergie : "Nos réseaux électriques ne sont pas équipés

Les nombreuses voitures électriques et pompes à chaleur qui seront ajoutées en Allemagne dans les années à venir vont surcharger les réseaux électriques, prévient le responsable de Stadtwerke München, le plus grand fournisseur d'énergie municipal d'Allemagne, Florian Bieberbach : "Nos réseaux électriques ne sont pas équipés pour la transition énergétique".

Et il annonce le rationnement de l'électricité "pour maintenir la sécurité d'approvisionnement", comme il le dit dans une interview à Die Zeit : "Provisoirement, nous pouvons nous aider avec la réduction des services beaucoup trop discutée avec émotion."

Dans les années à venir, des millions de personnes en Allemagne se chaufferont à l'électricité au lieu du mazout ou du gaz et se rendront de A à B avec de l'électricité - ce n'est un secret pour personne que la demande d'électricité augmentera. Cependant, les réseaux électriques ne sont pas conçus pour deux choses : une forte demande d'électricité, par exemple lors des froides journées d'hiver, lorsque de nombreux ménages veulent se chauffer à l'électricité et recharger leurs voitures électriques - et pour la distribution de l'alimentation électrique décentralisée par le vent et le soleil, qui a entraîné des coûts de 4,2 milliards d'euros en 2022.

Bien que Bieberbach ait annoncé que l'électricité sera rationnée, il dit aussi qu'il n'y a pas lieu de paniquer : « Les voitures électriques et les pompes à chaleur ne sont pas toutes connectées au réseau du jour au lendemain, mais étape par étape. Les gestionnaires de réseau doivent maintenant emboîter le pas. » Néanmoins, il s'attend à ce que l'alimentation électrique soit étranglée : « Aux moments de la journée où il y a un risque de surcharge du réseau, les fournisseurs d'énergie pourraient étrangler la puissance contrôlable à l'avenir. Alors, par exemple, une voiture électrique ne peut se recharger qu'avec cinq kilowatts au lieu de 22 kilowatts. Par conséquent, le processus de chargement prend un peu plus de temps.

Pourtant, force est de constater que les réseaux électriques locaux pourraient être débordés si dans un quartier résidentiel "du coup tout le monde a une voiture électrique et puis tout le monde recharge en même temps", explique le patron de Stadtwerke. Cependant, il suppose que cela se produit rarement et que les clients le remarquent à peine. Et justifie la démarche : "Et nous faisons cela en fin de compte pour maintenir la sécurité d'approvisionnement."

Bieberbach estime également que la crise énergétique est loin d'être terminée : « La situation est toujours tendue. Trop peu de gaz arrive encore en Allemagne. Lorsque le prochain hiver sera froid, nous glisserons dans une autre crise. Il est donc juste de connecter dès maintenant le plus de terminaux méthaniers possibles au réseau gazier.

Le public allemand est devenu trop détendu au sujet de l'approvisionnement en gaz, il craint que cela ne tourne à l'inverse : « Mais maintenant, il y a un danger que les gens soient confrontés à la crise énergétique qu'ils ne prennent plus trop au sérieux, parce que ça s'est bien passé une fois. Je vois un risque important de pénurie de gaz.

La transition énergétique ce n'est pas que des panneaux solaires !

La transition énergétique ce sont des capacités de production décarbonées comme l'éolien le solaire ou l'hydraulique, sans oublier même si cela ennuie grandement les Allemands le nucléaire. Mais il ne s'agit-là que d'une partie du problème. Il reste les sujets des capacités de stockages ET du dimensionnement des réseaux de distribution.

Sur l'ensemble des sujets, nous n'y sommes pas, et nous n'y serons pas avant des années.

Nous avons besoin au moins d'une dizaine d'années et de centaines de milliards d'euros d'investissements, c'est-à-dire d'argent que nous n'avons pas et qu'il va bien falloir emprunter.

La nécessité de faire cette transition encore plus vite, est un phénomène qui est profondément inflationniste et qui va ancrer l'inflation dans l'économie européenne. Tout le monde voulant de la transition tout de suite, tous les produits de la transition vont augmenter.

### **Le suicide européen sur commande américaine !**

Ce suicide européen est une demande expresse de l'Oncle Sam qui se fiche bien comme de la dernière guigne de l'avenir de l'Europe qui va lui servir désormais de marché de substitution pour assurer l'hégémonie du dollar à un double moment.

Un moment où d'une part de nombreux pays veulent dédollariser pour éviter de tomber sous le coup des sanctions américaines lorsqu'ils utilisent le dollar dans des transactions commerciales que les Etats-Unis réprouvent.

A un moment d'autre part, où le marché de l'énergie et en particulier celui du pétrole va subir des changements majeurs.

Comme je l'ai déjà dit à de multiples reprises, l'Arabie Saoudite n'aura plus de pétrole à vendre vers 2030... cela veut dire que s'il n'y a plus de pétrole à vendre, il n'y a plus de dollars à utiliser !

La monnaie et le dollar sont évidemment l'un des piliers majeurs pour asseoir la domination américaine sur le reste du monde, un levier que les Etats-Unis ne voudront jamais abandonner sauf, éventuellement sous la contrainte.

En coupant l'Union Européenne de la Russie, la puissante Amérique vient de prendre par la force un nouveau marché, un marché de l'énergie dont elle avait profondément besoin dans le cadre de sa stratégie de domination et d'exercice de son leadership.

Et c'est Donald Trump qui avait lancé le coup d'envoi de cette nouvelle stratégie que j'avais évoquée dans le dossier spécial « Plus d'Amérique et moins d'Empire » que vous pouvez retrouver dans vos espaces lecteurs.

### **La récession viendra d'Allemagne et la rigueur de la France !**

La récession Allemande va profondément peser sur l'économie globale de l'Union Européenne et sur la capacité de production et donc à terme sur les grands équilibres financiers à commencer par la balance commerciale européenne qui était positive parce que l'Allemagne était un exportateur majeur.

Hélas, comment voulez-vous que l'Allemagne puisse rester compétitive en termes industriels sans de l'énergie peu coûteuse ?

Comme vous pourrez le lire ci-dessous les entreprises allemandes sont tout simplement en train de partir d'Allemagne pour pouvoir survivre, avec une destination de prédilection.

Non pas l'Asie et la Chine puisque les grandes multinationales se préparent en réalité à démondialiser vis-à-vis de la Chine, mais bien vers les Etats-Unis et vous avez là, sous les yeux une stratégie remarquable de la part des Etats-Unis.

Non seulement forcer les Européens à acheter de l'énergie made in USA beaucoup plus chère, renforcer et sécuriser l'utilisation de sa monnaie le dollar, mais également pousser les entreprises mondiales à venir réindustrialiser les USA en s'installant là-bas, puisqu'aux états Unis, l'énergie est abondante et pas chère pour encore très longtemps, et pour suffisamment longtemps pour plonger le vieux continent européen dans une crise sans précédent depuis la misère qui a été la nôtre à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

En Europe, il n'y a jamais, jamais de petite guerre.

**Business AM**  
 BELGIQUE ÉCONOMIE POLITIQUE MARCHÉS PERSONAL FINANCE NEWSLETTERS

FIL INFO 13:41 SPORT L'offre à 1 milliard d'euros pour Kylian Mbappé... pour une saison ÉNERGIE CRYPTO B TECH

Accueil » La première économie d'Europe en péril - la peur des prix de l'énergie donne des envies d'ailleurs à près de 50% des entreprises allemandes

## La première économie d'Europe en péril : la peur des prix de l'énergie donne des envies d'ailleurs à près de 50% des entreprises allemandes



EUROPE Olaf Scholz | Getty Images

Une étude de la Fédération des industries allemandes (Bundesverband der Deutschen Industrie, BDI) révèle que plusieurs entreprises sont en train de délocaliser des emplois et de la production à l'étranger, alors que les inquiétudes concernant l'économie allemande ne cessent de croître.

Alors que 16 % des entreprises de taille moyenne interrogées par la BDI ont déjà pris des dispositions pour délocaliser une partie de leurs activités, l'étude révèle que 30 % d'entre elles envisagent de prendre des mesures concrètes pour suivre le mouvement.

« Près de deux tiers des entreprises interrogées considèrent les prix de l'énergie et des ressources comme l'un des défis les plus urgents », a indiqué Siegfried Russwurm, président de la BDI.

« Les prix de l'électricité pour les entreprises doivent baisser de manière fiable et permanente pour atteindre un niveau compétitif, sinon la transformation [verte] des entreprises échouera », a-t-il déclaré, ajoutant qu'il était de la « responsabilité des hommes politiques d'améliorer les conditions pour les entreprises en Allemagne ».

Des inquiétudes concernant l'économie allemande et sa compétitivité à l'échelle mondiale sont également apparues récemment, la Commission européenne ayant prédit le mois dernier que le pays serait l'une des économies de la zone euro à la croissance la plus lente en 2023.

Les coûts élevés de l'énergie et les prix du carbone de l'UE ont été cités à plusieurs reprises comme des raisons de saper le pays en tant que lieu d'implantation d'entreprises.

« Nous observons déjà que les investissements dans les industries à forte intensité énergétique ont chuté de manière significative en Allemagne », a affirmé Clemens Fuest, président de l'institut Ifo, la principale institution de recherche économique allemande, à Augsburg Allgemeine en avril.

Entre-temps, la BDI a clairement indiqué qu'elle considérait que des réformes plus complètes étaient nécessaires.

« Les industries allemandes ont besoin d'un allègement de la bureaucratie et de réductions fiscales ciblées pour pouvoir continuer à investir », a déclaré M. Russwurm lundi.

## La « rigueur » française.

Si en Allemagne c'est la « grosse » catastrophe industrielle, en France, c'est le laisser-aller budgétaire qui doit être repris en main par un gouvernement profondément impopulaire. C'est ce qu'il va se passer dans les prochains mois et les années qui viennent seront marquées par une nécessité de rigueur budgétaire.

C'est bien la fin du quoi qu'il en coûte pour les dépenses et le début du remboursement des dettes quoi qu'il en coûte aussi !

Nous allons donc traverser des années marquées par la rigueur budgétaire et l'austérité. Le gouvernement étant très lâche depuis 40 ans, il continuera à verser les aides toujours aux mêmes qui ne fichent rien ou pas grand-chose, pour taxer toujours plus ceux qui travaillent encore et fera travailler toujours plus ceux à qui il ne viendrait pas l'idée de faire autrement.

Nous pouvons donc prévoir une légère baisse des aides accompagnée de couinements de force 10 sur l'échelle de Richter, et d'une hausse significative des impôts.

En premier lieu, ils iront taxer ce qui ne l'est pas encore trop et les sujets sur lesquels il y a à la fois de la marge et la possibilité d'avoir un relatif assentiment est celui par exemple des successions. N'attendez pas trop si vous voulez faire des donations, il y a de fortes de chance que ce soit encore moins favorable demain qu'aujourd'hui.

Avec nos 3 000 milliards de dettes il n'y aura pas tellement d'autre choix que de limiter considérablement nos dépenses et d'augmenter notre fiscalité sensiblement.

Tout cela aura pour effet de contracter l'économie française.

Ce sera la même chose pour tous les pays d'Europe qui vivent largement au-dessus de leurs moyens. Espagne, Italie, Grèce sont évidemment concernées par cette « austérité ».

## Un taux de change défavorable ?

Si la faiblesse économique de l'Union Européenne devrait plutôt faire plonger la valeur de l'euro face au dollar, le différentiel de taux à court terme pourrait jouer en faveur de l'euro. En effet si la BCE continue à augmenter même doucement ses taux jusqu'en 2024 et que les Américains, eux, commencent à la baisser à partir de 2024, alors, l'euro risque de se retrouver renforcé.

Un euro « cher » est bon pour nos importations en les rendant moins coûteuses, mais il défavorise nos exportations qui elles sont nettement plus coûteuses. Une monnaie « forte » ralentie toujours un peu l'économie d'un pays.

Pour le moment rien ne laisse présager d'un effondrement brutal du dollar et encore moins qu'en cas d'effondrement du dollar tout le monde viendrait s'arracher les euros de la BCE, banque centrale de pays hétéroclites aux économies hétérogènes.

## L'économie européenne durablement affaiblie

Les prochaines années vont se dérouler au mieux sous le signe d'une stagflation au pire d'une récession importante en raison de pénuries structurelles d'énergie et d'un coût élevé de cette dernière massacrant les capacités industrielles des pays du nord fortement industrialisés comme l'Allemagne ou les Pays-Bas par exemple et de la nécessité pour les pays du sud impécunieux de compter les deniers publics.

Bref, apprenez bien l'anglais, notamment les jeunes générations, car l'Europe, est en train de redevenir une terre d'émigration avec sa jeunesse très qualifiée qui part à nouveau à l'étranger et c'est particulièrement le cas d'ailleurs en Allemagne.





## 5/ Une baisse des actifs en Europe

---

Quelles conséquences patrimoniales pour les années qui viennent ?

Une croissance aux Etats-Unis qui devrait revenir nettement plus vite, une capacité pour l'Amérique à se réindustrialiser grâce à une énergie abondante et peu coûteuse, une capacité à attirer encore les talents, notamment européens chassés par la crise endémique. Bref, l'Oncle Sam qu'on l'aime ou pas, a encore de très beaux restes et semble en bien meilleure posture que nous.

Enfin, les Etats-Unis peuvent compter sur la FED et Wall-Street, c'est-à-dire la puissance de la finance mondiale.

Il y aura bien une crise aux Etats-Unis, mais la baisse des actifs risque d'être bien plus durable en Europe et je pense à tous les actifs hors multinationales. Si vous prenez quelques grandes entreprises du CAC 40 elles ne sont plus uniquement françaises depuis bien longtemps. C'est particulièrement le cas des entreprises du luxe. Les sacs Vuitton sont plus vendus à l'étranger qu'en France. Les actifs orientés uniquement Europe seront donc touchés.

Je pense aux actions de société à l'activité purement européenne, mais aussi aux obligations d'Etats avec trop de dettes et trop peu de croissance, je pense aussi à l'immobilier qui n'est pas délocalisable.

La récession plus forte en Europe devrait pousser les épargnants vers des titres libellés en dollars et vers les actions américaines.

Depuis bien longtemps le fonds de Warren n'est pas une erreur patrimoniale mais bien une référence à avoir en portefeuille.

Vous avez deux façons d'en acheter.

La première est d'attendre une jambe de baisse sur les marchés pour tenter de trouver un bon point d'entrée, ce qui pourrait arriver fin 2023 début 2024 en cas de récession plus forte qu'anticipée par les marchés qui pourraient corriger de manière un peu sensible (-10 à -20%).

La seconde est de ne même pas vous poser de question, et d'accumuler chaque mois un peu de Berkshire Hathaway.

**COURS** ACTUALITÉS ANALYSES DURABILITÉ



Je suis à titre personnel assez joueur (avec des sommes faibles car joueur mais prudent, je ne « joue » jamais avec les sous du ménage sinon ma femme me quitte !) donc je reste dans l'attente d'une correction pour me positionner, mais sachez qu'avec l'expérience, je suis convaincu qu'en réalité c'est une mauvaise stratégie.

La meilleure stratégie est toujours la stratégie de conviction et de constance.

Sélectionnez soigneusement quelques titres forteresses, du genre Berkshire, ou encore Air liquide ou même Total. Achetez-en un peu chaque mois ou chaque trimestre pour la même somme.

Accumulez sur 20 ou 30 ans.

Votre retraite est faite.

La constante des PEA plantureux à la banque ou des patrimoines financiers importants est toujours la constance !

### **Attention aux SCPI.**

J'y reviendrai dans un flash spécial, mais nous avons les premières baisses significatives de valorisation des parts de SCPI.



INVESTIR DANS L'OR PHYSIQUE DOIT ÊTRE AUSSI SÛR QUE SIMPLE



Daniel Blin, coresponsable de l'agence parisienne, explique que les primo-acheteurs s'orientent vers les Napoléon de 20 Francs OR, pièce nationale la plus négociée. On investit également beaucoup dans les 50 pesos mexicains, dont le prix est très proche de sa valeur intrinsèque en or. On conseillera à celui qui est amené à une mobilité internationale d'investir dans des krugerrand, frappées en Afrique du Sud, qui se négocient partout sur la planète. Les pièces vous sont systématiquement confiées dans un sac scellé garantissant leur éligibilité à la cotation en Bourse.



Pièces «Boursables»  
disponibles en ligne  
ou en agence



Livraison sécurisée en  
France métropolitaine  
et Corse



Conseils gratuits  
d'investissements  
par nos experts



**01 42 36 20 39**

[contact.metaux@joubert-change.fr](mailto:contact.metaux@joubert-change.fr)

[www.joubert-change.fr](http://www.joubert-change.fr)

**38 bis rue Vivienne  
75002 Paris**

## Conclusion



Tout d'abord toutes les folies finissent par prendre fin et cela a été le cas aussi bien pour la folie communiste que pour la folie « covidiste ». Les restrictions, les interdictions, les passes sanitaires, les auto-attestations ont fini par prendre fin.

Les excès énergétiques et bellicistes européens, peuvent prendre fin également.

Je ne vous dis pas que cela sera le cas, et cela ne sera d'ailleurs sans doute pas le cas tant que l'Allemagne ne souffrira pas terriblement.

Cela peut sembler cruel mais ce n'est pas dans mon esprit de l'être. C'est juste pragmatique et analytique.

L'Union Européenne n'arrivera à rien tant que l'Allemagne ne sombrera pas et ne mettra pas un genou à terre.

Il faut que l'industrie allemande s'effondre.

Il faut que l'économie allemande vacille.

Non pas pour que la France aille mieux, car si l'Allemagne éternue, alors notre pays s'enrhumera. Non, il faut que l'Allemagne soit forcée de changer sa stratégie, forcée de changer les règles du jeu en Europe, forcée d'aller vers du nucléaire le sien ou le nôtre (qui a le mérite d'être déjà construit).

Il est donc possible que le naufrage allemand qui va provoquer une récession bien plus forte en Europe qu'aux Etats-Unis force l'Allemagne à voir les choses autrement et permette justement à l'Europe de redresser la barre en s'émancipant enfin de la tutelle encombrante et étouffante de Washington.

Nous avons une raison d'espérer, mais avant que cette folie prenne fin, il nous faudra sans doute aller d'abord vers des moments économiquement plus difficiles.

Il y aura bien une récession en 2024 en Europe et donc en France.

Ce ne sera pas la fin du monde.

Comme à chaque fois, il y aura des opportunités. Comme à chaque fois beaucoup seront appauvris.

Certains seront enrichis.

C'est à chacun de nous d'écrire l'essentiel de nos vies.

Certes nous subissons les politiques économiques, la fiscalité imposée. Nous subissons les décisions, mais en réalité, nous avons, dans ce cadre contraint un certain nombre de libertés et de possibilités qui s'offrent à nous.

Cette récession qui va arriver 24 mois après le début de la hausse des taux ne doit pas vous empêcher de faire des projets, d'investir, de placer, ou encore, de réaliser vos rêves.

Ce sera juste plus difficile, mais jamais impossible.

Elle sera nettement plus profonde en Europe qu'aux Etats-Unis, aussi parce que l'Amérique sacrifie les Européens sur l'autel de son leadership et de sa domination mondiale.

L'impossible transition énergétique que nous nous imposons nous-mêmes en Europe va nous coûter si cher pour si peu de résultat et d'efficience, qu'il faudra bien que, là aussi, la raison revienne.

Faites attention aux actifs purement « européens », privilégiez les actifs internationaux. Pensez également à la fiscalité. Elle va s'alourdir considérablement en France, alors pensez notamment aux donations tant que vous le pouvez, là aussi cela risque de devenir plus restrictif. Pour l'essentiel, soyez attentiste en ce qui concerne l'immobilier et ne vous précipitez pas pour acheter et investir. Là aussi la poussière va finir par retomber et l'immobilier par corriger sévèrement (sauf crise bancaire et recherche de valeur refuge). Pour les actions, pensez plutôt Etats-Unis. Vous pouvez attendre encore quelques mois pour ceux qui ne sont pas encore positionnés. Pour les autres, je reste persuadé que l'achat régulier de type « acheter et oublier » est la meilleure manière de placer son argent en visant le très long terme sur des valeurs de premier plan.

Enfin, n'oubliez pas en position d'attente les comptes à termes et autres dépôts à termes de vos banques. Aujourd'hui les taux de rémunération sont à 3.5% par an. Considérable par rapport à ce que nous venons de vivre ces dernières années sans rémunération de l'épargne.

Vous me direz que l'inflation du paquet de nouille est à 20% ! Mais ce n'est pas grave !!!! 20% de 60 centimes en termes patrimoniaux c'est insignifiant.

Pensez à votre pouvoir d'achat immobilier ou à votre pouvoir d'achat en actions. Si votre épargne se valorise de 3% chaque année soit en gros 6% en deux, et que l'immobilier baisse lui de 10% par an soit en gros 20% en 2 ans (en données ignorées des intérêts composés non significatifs sur des durées courtes), votre pouvoir d'achat en termes immobiliers va s'améliorer de 26%. 26% sur 200 000 euros c'est 52 000 euros soit 70 000 paquets de nouilles à 80 centimes, soit de quoi manger un paquet de nouilles chaque jour pendant 191 ans... autant vous dire que l'inflation du paquet de nouilles n'a pas d'intérêt... patrimonial !

Amicalement.

Charles.



[Sphère Immo tous les renseignements en cliquant sur ce lien !](#)

#### AVERTISSEMENT !

*NOUS N'AVONS PAS LES COMPÉTENCES, NI LES CONNAISSANCES, NI LE DROIT DE VOUS DONNER QUELQUES CONSEILS QUE CE SOIT. CE DOCUMENT NE CONSTITUE PAS UNE INCITATION À INVESTIR ET ENCORE MOINS UN CONSEIL PERSONNALISÉ.*

*L'ensemble des informations, données ou opinions formulées ou exprimées dans ce document sont, par nature, génériques et générales.*

*Elles ne constituent en aucune manière une incitation à investir, acheter ou réaliser des transactions.*

*Rapprochez-vous de votre banquier ou de votre conseiller en gestion de patrimoine dûment habilité par les autorités compétentes à vous délivrer le meilleur conseil en fonction de votre situation.*

*Pour les placements financiers, dans tous les cas, n'oubliez jamais, tout investissement en actions est risqué par nature. Dans le pire des cas, si la société fait faillite, vous pouvez perdre la totalité de votre investissement.*

*Pour les aspects entrepreneuriaux, consultez un avocat, un expert-comptable, une association agréée et de façon générale, tous les professionnels dûment habilités par le gouvernement à travers des autorisations et autres diplômes donnant droits à donner un conseil avisé et éclairé !!!*

*Restez toujours prudent et raisonnable.*

*Blablabla... Bref, n'oubliez pas la règle de prudence de mon pépé : "Quand il y a un doute, il n'y a pas de doute."*